

Compte rendu de la journée d'étude « Ebola en Guinée : Bilan pour les sciences sociales », 30 janvier 2016, Université GLC de Sonfonia à Conakry

La journée d'étude « Ebola en Guinée : Bilan pour les sciences sociales » a eu lieu le 30 janvier 2016 à l'université de Sonfonia à Conakry.

La journée était organisée par le LASAG (Laboratoire d'Analyse Socio-Anthropologique de Guinée) de l'Université Général Lansana Conté-Sonfonia à Conakry, l'Unité TransVIHMI (IRD-INSERM) et le Réseau Ouest-Africain en Sciences Humaines et Sociales Ebola, avec le soutien de l'UNICEF, l'IRD et Expertise France.

A l'occasion de cette journée, le LASAG a été inauguré en présence du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la recherche et des autorités de l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia à Conakry.

La journée a été ouverte par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Abdoulaye Yero Baldé, le Recteur de l'Université de Sonfonia, Mamady Kourouma, le représentant résident de l'UNICEF en Guinée, Mohamed Ayoya, et des représentants des institutions organisatrices : Pr Moustapha Diop et Pr Bano Barry (LASAG), Dr Bernard Taverne (TransVIHMI IRD/INSERM, Réseau Ouest-Africain SHS-Ebola). Les intervenants comprenaient des scientifiques venus de Guinée, de France et de la sous-région, et plusieurs centaines d'étudiants ont assisté à la journée.

Le Pr Bano Barry (LASAG) a présenté une analyse des « réticences » des populations vis-à-vis des interventions de santé publique, en analysant d'une part leur forme et d'autre part leurs motivations. Son étude a fourni une typologie des réticences (combinant forme d'expression sociale, ampleur, durée) qui sera utile aux acteurs de terrain.

Le Dr Marie-Yvonne Curtis (LASAG) a rendu compte des recherches menées dans la région de Boké sur l'acceptabilité des interventions de riposte pour les acteurs locaux, en particulier par les équipes de mobilisation sociale et pour la gestion des corps. Grâce aux connaissances acquises lors d'études antérieures (« ethnologie à froid ») certains déterminants sociaux de la transmission ont pu être précisés, ainsi que les limites d'interventions qui n'ont pas assez considéré certains acteurs clés de la populations –par exemple les femmes.

Le Pr Moustapha Diop (LASAG) a rendu compte de la participation d'une équipe du LASAG à la riposte nationale à Forécariah, destinée à « faciliter » les interventions des mobilisateurs sociaux (en sensibilisation, cerclage, enterrements dignes et sécurisés, ratissage) en identifiant les personnes clés et les messages pertinents auprès des populations. Cette implication a eu une dimension pédagogique majeure, engageant des étudiants à participer aux actions de mobilisation sociale tout en collectant des données, dans l'objectif d'initier les nouvelles générations à la recherche appliquée ou « anthropologie opérationnelle ».

Le Pr Aboubacar Touré (historien, LASAG) a présenté un bilan diachronique des faits et évolutions concernant l'épidémie d'Ebola en la contextualisant par une caractérisation du système de soins et par une discussion des migrations transfrontalières et appartenances identitaires de part et d'autre des frontières. Il a décrit quelques points critiques concernant les interventions de santé publique notamment autour des enterrements dignes et sécurisés, qui nécessitent d'être investigués de manière rigoureuse.

M. Mamadou Dieng (Expertise France) a présenté une étude associée à un programme d'intervention sur l'hygiène hospitalière concernant trois formations sanitaires de Conakry concernées au premier plan par Ebola. Un objet de l'étude était le « concernement » des agents de santé (comprenant la manière dont ils se sentent concernés et cherchent eux-même à améliorer l'hygiène). La cartographie de l'hygiène hospitalière et une exploration des résistances au changement ont montré que les soignants se sentent trop peu concernés et impuissants face aux questions liées à l'hygiène. Au travers de sa dimension de conscientisation à propos du risque, le programme vise à les motiver davantage et leur donner les moyens d'améliorer la situation à cet égard des formations sanitaires publiques.

Dr Julienne Anoko (UNICEF) a retracé l'histoire de la contribution des sciences sociales à la lutte contre les épidémies d'Ebola antérieures, et pendant l'épidémie d'Ebola en Guinée en 2014-2015. Elle a décrit l'intérêt des études menées qui ont permis d'ajuster les interventions de santé publique, en particulier à propos de questions sensibles pour les populations, telles que les messages sanitaires et les enterrements dignes et sécurisés. Elle souligne que pour intervenir de manière pertinente et efficace en phase d'épidémie, les anthropologues doivent être soutenus sur une longue durée et doivent avoir les moyens institutionnels et matériels de mener les études ethnographiques approfondies sur la menace épidémique mais aussi sur le contexte sanitaire et le système de soins, nécessaires en phase de relance et au-delà de cette phase.

M. Mathieu Fribault (INSUCO) a présenté une analyse de l'intervention des médiateurs et des pratiques de médiation à partir d'une étude (menée fin 2014 - début 2015) qui a également abordé les actions de communication menées dans plusieurs sites hors Conakry. L'analyse montre que certaines communautés n'étaient pas en état d'entendre de nouvelles interventions de sensibilisation du fait de tensions sociales, de la violence d'actions de santé publique antérieures, ou d'évènements récents. L'analyse du rôle de médiateurs dans un foyer de migrants guinéens en France montre un autre modèle de médiation qui pourrait être utilisé avec profit en Guinée.

Mohamed Touré (Expertise France) a présenté l'expérience d'une étude-action sur la qualité de l'accueil au triage ou la Prévention Contrôle de l'Infection et la mise en place du triage au niveau des hôpitaux. Les soignants vivaient cet accueil comme une relation difficile, chargée de tensions. En évaluant leurs perceptions, puis en instaurant une formation sur la dimension relationnelle et psychologique de l'accueil, le projet a initié un changement de pratiques sur la base de l'analyse faite par les acteurs eux-mêmes.

Sola Ami Kambamba (OMS) a rappelé que l'OMS a sollicité des anthropologues lorsqu'elle a été confrontée à des refus de collaborations avec les instances de santé publique (fuite des personnes contacts, non déclaration des décès, corps préparés par la famille avant d'être traités par les agents sanitaires). C'est en utilisant leurs compétences professionnelles propres que les anthropologues ont contribué de manière la plus efficace, par exemple en mettant en évidence les modèles d'organisation de la parenté qui ont permis de retrouver des personnes contacts disparues. Aux yeux de l'OMS Guinée, le bilan des relations entre communicateurs et populations devrait aussi être conduit. L'intervention d'anthropologues ne devrait donc pas se limiter à la période de crise, mais ils devraient être sollicités en post-crise pour un bilan critique des interventions.

Le Dr Bernard Taverne (TransVIHMI IRD/INSERM, Réseau Ouest-Africain SHS-Ebola) a présenté le programme de recherche multidisciplinaire et opérationnelle « POSTEBOGUI » sur le devenir des personnes guéries d'une infection par le virus Ebola en Guinée. Les résultats préliminaires de la composante socio-anthropologique concernant Conakry et la région de la Basse-Guinée révèlent que 20% des personnes guéries se perçoivent « toujours malades » 5 mois en moyenne après leur sortie du CTE du fait de diverses séquelles médicales, 61% des personnes jugent avoir retrouvé une « vie normale », mais les conditions de vie apparaissent dominées par la pauvreté pour 70% des personnes. Toutes les personnes guéries ont été confrontées à des situations de stigmatisation et de discrimination après leur retour à domicile, mais ces phénomènes s'estompent peu à peu, à travers diverses formes de soutiens sociaux qui contribuent à une résilience individuelle.

En conclusion, Jean-Pierre Dozon (IRD), associé aux rapporteurs Laetitia Atlani-Duault (IRD Etats-Unis), Roseline Gbocho N'Da (Chaire Unesco, Université de Bouaké) et Marc Egrot (IRD, Côte d'Ivoire), a noté la richesse de la journée. Il a rappelé les éléments communs entre les phénomènes sociaux observés il y a trois décennies autour du sida et ceux observés récemment autour d'Ebola, montré que la récente épidémie d'Ebola avait été un révélateur des tensions sociales et des identifications culturelles, autant que des faiblesses des systèmes de santé et des Etats, et analysé les modes d'implication des anthropologues. Si la sollicitation récente des sciences sociales en phase de crise épidémique est un constat plutôt positif, ceci ne doit pas être au détriment d'une analyse plus approfondie, par la recherche mono et multi-disciplinaire, des contextes et environnements socioculturels, économiques et politiques nationaux, régionaux et globaux, qui ont permis le développement de l'épidémie. Aussi, le

LASAG est-il appelé à faire face à de nouvelles sollicitations pour des recherches en anthropologie de la Guinée.